

Convention collective

**IDCC : 9661. – EXPLOITATIONS VITICOLES, MARAÎCHÈRES, ARBORICOLES,
HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(Pyrénées-Orientales)
(21 mai 1962)**

(Etendue par arrêté du 12 février 1963,
Journal officiel du 8 mars 1963)

AVENANT N° 165 DU 18 OCTOBRE 2011

NOR : *AGRS1397142M*
IDCC : 9661

Entre :

La FDSEA des Pyrénées-Orientales, section des employeurs de main-d'œuvre,

D'une part, et

Le SDCEA CFE-CGC des Pyrénées-Orientales ;

Le SGA CFDT des Pyrénées-Orientales ;

La CFTC-Agri du golfe du Lion ;

La FGTA FO des Pyrénées-Orientales,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les parties s'accordent sur la nécessité de retirer ou de modifier certaines dispositions devenues obsolètes et d'insérer, le cas échéant, de nouvelles écritures. Ainsi :

A l'article 9 A « Organisation et procédure », les mots commençant à « L. 523-1 à L. 523-11 » et finissant à « R. 523-26 » du deuxième paragraphe sont retirés.

Les mots commençant à « le chef du service départemental » et finissant à « président » sont retirés et remplacés par « l'inspecteur du travail compétent ».

Les mots « au greffe du tribunal d'instance » sont supprimés et remplacés par les mots « auprès de la juridiction compétente ».

Il est inséré, après ce même mot « compétente » la phrase suivante : « Selon les dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail : deux exemplaires auprès de la DIRECCTE et un exemplaire au greffe du conseil de prud'hommes. »

Aux articles 7 et 8, les mots « chef du service départemental du travail et de la protection sociale agricole » sont remplacés par « à l'inspecteur du travail compétent ».

A l'article 11, le titre « délégué du personnel » est remplacé par les mots « représentant du personnel ».

Après ce mot « personnel », il est inséré un sous-titre avec les mots suivants « 11 A. – Délégués de personnel ». Après ce même mot « personnel », dans la phrase commençant par « dans chaque exploitation » et finissant à « travail », le mot « ouvriers » est supprimé et remplacé par les mots « du personnel » ; les références « L. 420-1, L. 420-2, L. 420-6 et L. 420-17 » sont supprimées et remplacées par les références « L. 2312-1 et L. 2312-2 ».

Après le mot « réglementaire » placé à la fin de la phrase commençant à « Dans le cas où l'élection est rendue impossible », il est inséré les mots suivants :

« 11 B. – Comité d'entreprise

Un comité d'entreprise est constitué dans toutes les entreprises employant 50 salariés et plus, article L. 2322-1 du code du travail.

11 C. – Effectif salarié

Les effectifs sont calculés conformément aux dispositions suivantes, article L. 1111-2 du code du travail.

Pour la mise en œuvre des dispositions du présent code, les effectifs de l'entreprise sont calculés conformément aux dispositions suivantes :

1° Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée à temps plein et les travailleurs à domicile sont pris intégralement en compte dans l'effectif de l'entreprise ;

2° Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée, les salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent, les salariés mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure qui sont présents dans les locaux de l'entreprise utilisatrice et y travaillent depuis au moins 1 an ainsi que les salariés temporaires sont pris en compte dans l'effectif de l'entreprise à due proportion de leur temps de présence au cours des 12 mois précédents. Toutefois, les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée et les salariés mis à disposition par une entreprise extérieure, y compris les salariés temporaires, sont exclus du décompte des effectifs lorsqu'ils remplacent un salarié absent ou dont le contrat de travail est suspendu, notamment du fait d'un congé de maternité, d'un congé d'adoption ou d'un congé parental d'éducation ;

3° Les salariés à temps partiel, quelle que soit la nature de leur contrat de travail, sont pris en compte en divisant la somme totale des horaires inscrits dans leurs contrats de travail par la durée légale ou la durée conventionnelle du travail. »

A l'article 13, dans le paragraphe contrat à durée déterminée, dans la phrase commençant à « le nom et l'adresse de la caisse retraite complémentaire » et finissant à « prévoyance », les mots « le cas échéant, ceux » sont retirés et remplacés par le mot « celui ».

A l'article 13, au 1° constituant le dernier alinéa, la référence « L. 122-3-1 » est retirée et remplacée par « L. 1242-12 ».

A l'article 18 « Cumul d'emploi », à la première phrase commençant par le mot « l'emploi, même temporaire » les mots « emploi normal ou en congé payé est interdit » sont retirés et remplacés par les mots « contrat à durée indéterminée à temps plein ou en congés payés est interdit au-delà de 48 heures par semaine ».

A l'article 18 « Cumul d'emploi », à la deuxième phrase, les mots « ou dans la commune » situés en fin de phrase sont retirés et les mots « à la conclusion de contrat de vendange » sont insérés après le mot « obstacle » et avant le mot « à ».

A l'article 20 « Période d'essai », les mots compris entre le mot « sauf » du début de la première phrase et le mot « indemnité » situé à la dernière phrase sont retirés et remplacés par le texte suivant :

« Le contrat de travail, sauf accord particulier écrit entre le salarié et l'employeur pour supprimer ou diminuer la période d'essai, n'est considéré comme définitivement conclu qu'à la fin de la période d'essai maximale déterminée comme suit :

- pour les contrats à durée indéterminée :
 - salarié non cadre : 2 mois ;
 - technicien et agent de maîtrise : 3 mois.
- pour les contrats à durée déterminée, la période d'essai est fixée conformément aux dispositions légales (art. L. 1242-10 et suivants du code du travail).

Rupture de la période d'essai :

La rupture de la période d'essai donne lieu à un délai de prévenance.

Pour l'employeur, ce délai s'applique aux contrats à durée indéterminée et aux contrats à durée déterminée ayant une période d'essai d'au moins 1 semaine. Pour les salariés non cadres, il est de 24 heures quand le salarié était présent depuis moins de 8 jours, 48 heures quand la présence est comprise entre 8 jours et 1 mois, 2 semaines après 1 mois de présence, 1 mois après 3 mois de présence.

Pour le salarié non cadre, le délai de prévenance est de 24 heures en dessous de 8 jours de présence, 48 heures au-delà de 8 jours de présence. »

A l'article 21 A, la phrase commençant à « service préparatoire » et finissant à « fait » est retirée.

A l'article 21 D, les mots « pas », « ni », « ni à indemnité » de la dernière phrase sont retirés.

A l'article 31 *bis*, la phrase suivante est insérée après le mot « Paris » situé en fin de paragraphe :

« Cependant, les entreprises créées depuis le 1^{er} janvier 2002 ou qui ont fait valoir la clause de respiration relèvent de la CAMARCA, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris. »

Il est créé un article 31 *quater*, dont le texte est le suivant :

« Complémentaire santé »

L'accord du 1^{er} juillet 2009 instaure une complémentaire santé obligatoire pour les salariés relevant du champ d'application de la présente convention collective, accord du 1^{er} juillet 2009, *Journal officiel* du 16 décembre 2009, texte n° 61. »

A l'article 34, le texte commençant à « cette durée est applicable » et finissant à « 1^{er} janvier 2002 » est retiré.

A l'article 39 A, les mots « et notamment l'article L. 122-14 du code du travail (voir article 64) » sont retirés du deuxième paragraphe.

A l'article 39 B, les mots commençant à « en application » et finissant à « son adoption » sont retirés et sont remplacés par le texte suivant :

« B. – Tout salarié bénéficie, sur justification et à l'occasion de certains événements familiaux, d'une autorisation exceptionnelle d'absence de :

- 4 jours pour son mariage ;
- 3 jours pour chaque naissance survenue à son foyer ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption. Ces jours d'absence ne se cumulent pas avec les congés accordés pour ce même enfant dans le cadre du congé de maternité ;
- 2 jours pour le décès d'un enfant ;
- 2 jours pour le décès du conjoint ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;
- 1 jour pour le mariage d'un enfant ;
- 1 jour pour le décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d'un frère ou d'une sœur. »

A l'article 41, les mots « livre de paie » sont retirés.

A l'article 41 A, les mots « s'il y a lieu » figurant au 3° sont retirés.

A l'article 41 B, les mots commençant à « les mentions portées sur le bulletin de paie » et finissant à « livre de paie » sont retirés.

A l'article 41 B, au dernier alinéa, les mots « de l'article R. 143-2 » sont retirés et remplacés par « R. 3243-1, R. 3243-2, R. 3243-3, R. 3243-4 et R. 3243-5 ».

A l'article 49, la phrase commençant à « la fourniture » et finissant à « volonté » est retirée et remplacée par la phrase « la fourniture et l'entretien des outils de travail sont à la charge de l'employeur ».

A l'article 50 « Congés annuels payés », les mots « L. 223-1 » inclus dans la première phrase commençant à « les salariés agricoles » et finissant à « travail » sont retirés et remplacés par les mots « L. 3141-3 ».

A l'article 53, la première phrase commençant à « les salariés » et finissant à « expresse » est retirée et remplacée par les mots « Ces congés sont instaurés dans les textes suivants :

CONGÉ	CODE DU TRAVAIL
De solidarité familiale	L. 3142-16
De soutien familial	L. 3142-22
De solidarité internationale	L. 3142-32
Pour catastrophe naturelle	L. 3142-41
De formation de cadre et d'animateur pour la jeunesse	L. 3142-43
Mutualiste de formation	L. 3142-47
De représentation	L. 3142-51
Des salariés candidats ou élus	L. 3142-56
Réserve opérationnelle	L. 3142-65
Congé à temps partiel pour la création d'entreprise	L. 3142-78
Réserve dans la sécurité civile	L. 3142-108

A l'article 55, il est inséré la phrase suivante : « Lorsque la salariée ou le foyer assume déjà la charge de 2 enfants ou lorsque la salariée a déjà mis au monde 2 enfants nés viables, la période de suspension du contrat commence 8 semaines avant la date présumée de l'accouchement et se termine 18 semaines après la date de celui-ci », après les mots « au profit de la femme » et avant les mots « lorsque des naissances multiples sont prévues » du premier paragraphe.

A l'article 55, après les derniers mots du premier paragraphe « alors réduite d'autant » il est inséré le texte suivant :

« Lorsque des naissances multiples sont prévues, la période de congé de maternité varie dans les conditions suivantes :

1° Pour la naissance de 2 enfants, cette période commence 12 semaines avant la date présumée de l'accouchement et se termine 22 semaines après la date de l'accouchement. La période de suspension antérieure à la date présumée de l'accouchement peut être augmentée d'une durée maximale de 4 semaines. La période de 22 semaines postérieure à l'accouchement est alors réduite d'autant ;

2° Pour la naissance de 3 enfants ou plus, cette période commence 24 semaines avant la date présumée de l'accouchement et se termine 22 semaines après la date de l'accouchement. »

Au dernier alinéa de l'article 55, le mot « louage » est remplacé par le mot « travail », la référence « L. 122-25-2 » est remplacée par « L. 1225-5 ».

A l'article 63, les références « R. 234-12, R. 234-12-1 et R. 234-13 » du dernier alinéa « (1) » sont retirées et remplacées par « D. 4153-20 à D. 4153-23 ».

A l'article 64, le texte commençant à « tout renvoi d'ouvrier permanent » du début du premier paragraphe et finissant à « convoqué » est retiré.

A l'article 64, dans la phrase « ouvriers permanents ou attitrés ayant moins de 2 ans d'ancienneté chez le même employeur », les mots « permanents ou attitrés » sont retirés et remplacés par « titulaire d'un contrat à durée indéterminée » et le mot « deux » est remplacé par le mot « un ».

A l'article 64 *bis*, le premier paragraphe commençant à « tout salarié » et finissant à « 3 derniers mois » est retiré et remplacé par le texte suivant « en cas de résiliation par l'employeur d'un contrat à durée indéterminée, le salarié ou le cadre licencié a droit à une indemnité de licenciement, sauf faute grave ou lourde, à condition de justifier d'au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise. Le salaire servant de base au calcul de l'indemnité est le salaire brut moyen des 3 derniers mois ou des 12 derniers mois, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié, étant précisé que toute prime ou gratification de caractère annuel versée au salarié pendant la dernière période de 3 mois ne sera prise en compte que *pro rata temporis*. Pour les salariés non cadres, l'indemnité de licenciement est déterminée conformément aux dispositions des articles R. 1234-1 à R. 1234-5 du code du travail. »

A l'article 67, après les mots « été tenus », il est inséré la phrase suivante « le solde des heures acquises par le salarié au titre du droit individuel à la formation et non utilisées ainsi que la somme correspondant à ce solde et l'organisme paritaire agréé dont relève l'entreprise ».

A l'article 71, les mots « 3 mois » inclus dans le premier paragraphe de l'article 71 « Période d'essai » commençant à « la durée » et finissant au terme « mois » sont retirés et remplacés par les mots « 4 mois ». Il est inséré après le paragraphe mentionné à l'article 1^{er} la phrase suivante : « La période d'essai peut être renouvelée une fois par accord des parties. La durée de la période d'essai, renouvellement compris, ne peut dépasser 8 mois. »

A l'article 72, le texte commençant à « à l'issue de la période d'essai » et finissant à « en nature fournies » est retiré.

A l'article 89, les termes « 20, rue de Clichy, 75009 Paris » sont retirés et remplacés par « 21, rue de la Bienfaisance, 75009 Paris ».

Article 2

Le présent avenant, dont les signataires demandent l'extension, sera déposé à l'unité territoriale des Pyrénées-Orientales de la DIRECCTE du Languedoc-Roussillon, 76, boulevard Aristide-Briand, BP 10065, 66050 Perpignan Cedex.

Fait à Perpignan, le 18 octobre 2011.

(Suivent les signatures.)